

Bonjour,

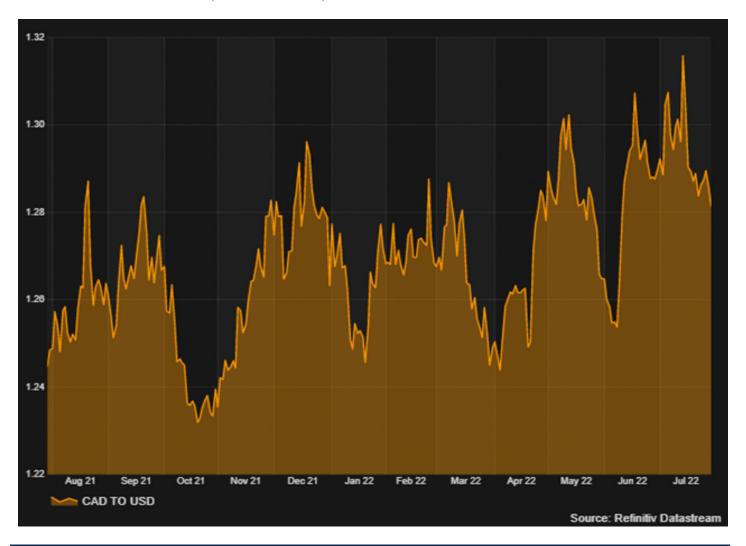
Le mois de juillet fut agité sur le marché des devises, marqué par la hausse persistante de l'inflation dans les pays occidentaux et les hausses de taux d'intérêt. Au Canada, la Banque centrale a surpris les analystes en haussant le taux directeur de 1%. De leur côté, après l'annonce d'une contraction de la croissance du PIB pour un deuxième trimestre consécutif, les États-Unis sont officiellement entrés en récession. En Europe, une première depuis 11 ans, la Banque centrale européenne (ECB) a procédé à une hausse des taux d'intérêt de 0.5%. Du côté de la Grande-Bretagne, le premier ministre Boris Johnson a remis sa démission. En chine, la crise immobilière inquiète les marchés financiers.

Bonne lecture!

Au Canada, la paire USDCAD a oscillé entre 1.2788 et 1.3225 durant le mois de juillet. L'inflation au pays a atteint 8.1% au mois de juin, un niveau jamais vu depuis 1983, quand Star Wars : Le retour du Jedi faisait son apparition sur le grand écran. La hausse généralisée des prix à la consommation ne se limite pas à l'énergie, alors que 45% du panier de l'IPC a connu une augmentation supérieure à 7% durant la dernière année.

Pendant ce temps, la Banque du Canada a procédé à la plus forte hausse du taux directeur depuis 1998, amenant le taux de 1.5% à 2.5%. Selon Douglas Porter, économiste en chef chez BMO, il faut s'attendre à des hausses supplémentaires de taux d'intérêt pouvant atteindre 50 points de bases lors de la prochaine réunion de la banque centrale du Canada le 7 septembre prochain.

Par ailleurs, les ventes au détail ont augmenté de 2.2% pour atteindre CAD 62.2G au mois de mai. Toutefois, une grande partie de ses gains est attribuable aux prix plus élevés des biens de consommation, incluant le prix à la pompe. Fait notable, les ventes des concessionnaires de véhicules neufs ont augmenté de 3.8% au mois de mai, leurs meilleures performances depuis février 2021!



L'indice du dollar américain (DXY) s'est négocié dans une fourchette entre 104.74 et 109.29 dans le dernier mois. Le 28 juillet dernier, selon la définition, les États-Unis sont officiellement tombés en récession après la contraction du produit intérieur brut (PIB) pour un deuxième trimestre consécutif. Néanmoins, la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen reste optimiste en raison d'un marché de l'emploi en bonne santé. À cet effet, le taux de chômage est resté stable à 3.6% au mois de juin.

De leur côté, la banque centrale américaine (FED) a haussé le taux directeur de 0.75%. Jerome Powell, président de la réserve fédérale des États-Unis, a annoncé qu'une nouvelle hausse importante était à prévoir lors de la prochaine réunion de la FED le 21 septembre prochain.

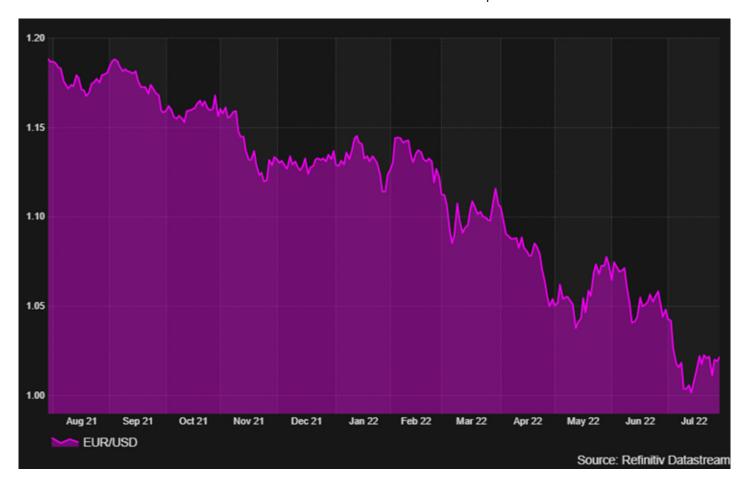
Parallèlement, l'inflation annualisée a atteint 9.1% au mois de juin, au-dessus des prévisions de 8.8%. De leur côté, l'opposition républicaine fustige le président américain d'avoir accentué l'inflation avec son vaste plan d'investissements de 3 000 milliards étalé sur une décennie. Alors que les élections de mi-mandat approchent, les démocrates pourraient faire les frais de la grogne populaire relié à l'augmentation des prix à la consommation.



Sur le vieux continent, une première depuis 2002, la paire EURUSD a atteint la parité au milieu du mois de juillet avant de finir sa course au-dessus de la barre de 1.0220. Pendant qu'une canicule continue d'affliger l'Europe, l'inflation annualisée a atteint 8.6% au mois de juin, en hausse de 0.5% depuis le mois de mai. Afin de combattre l'inflation, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'augmenter ses taux de 0.5%, une première depuis 11 ans. Accueillis positivement par les marchés financiers, des doutes persistent sur l'efficacité de cette politique monétaire. En effet, en raison de l'écart des taux d'intérêt entre les pays de l'Union européenne, une hausse des taux d'intérêt par la BCE n'aurait pas le même impact à travers l'Europe. À l'heure actuelle, afin d'emprunter sur le marché obligataire, l'Italie doit débourser près de 2.25% par année de plus que l'Allemagne pour emprunter sur une période de 10 ans.

Avec la guerre qui continue de sévir en Ukraine, nous observons beaucoup de volatilité sur le marché des commodités, incluant le gaz naturel. Après l'annonce d'une réduction des livraisons de gaz vers l'Europe de 40% à 20% des capacités du gazoduc Nord Stream 1, le prix du gaz naturel s'est envolé d'environ 39%! Les autorités européennes doivent désormais trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz naturel afin de compenser la réduction des livraisons en provenance de la Russie.

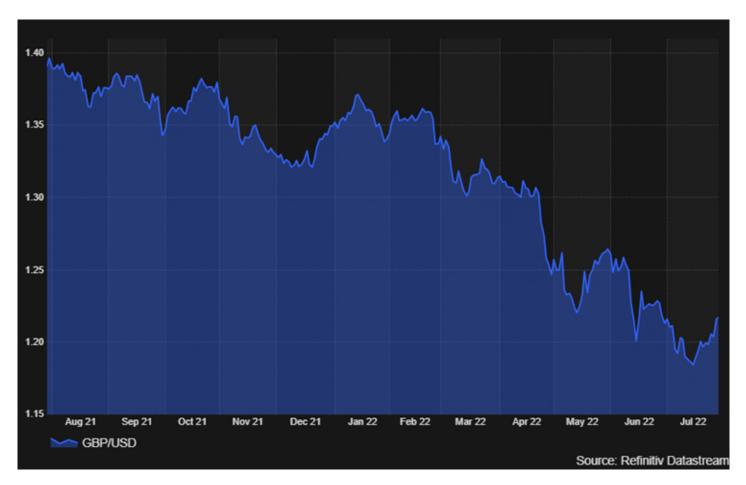
À l'inverse des États-Unis, au cours du 2e trimestre de 2022, le produit intérieur brut (PIB) européen a enregistré une croissance trimestrielle de 0.7%. Cette croissance est en partie attribuable à l'assouplissement des restrictions sanitaires et le retour massif du tourisme estival en Europe.



En Grande-Bretagne, la paire GBPUSD a oscillé entre 1.1759 et 1.2247 durant le mois de juillet. Après des mois de spéculation, le premier ministre britannique Boris Johnson a remis sa démission à la suite d'une importante vague de démission au sein de son cabinet. Les nombreux scandales, incluant une soirée arrosée durant le confinement, auront eu raison du chef conservateur. Le successeur de Boris Johnson sera annoncé le 5 septembre à l'issue d'une course à la chefferie incluant les favoris Rishi Sunak et Liz Truss.

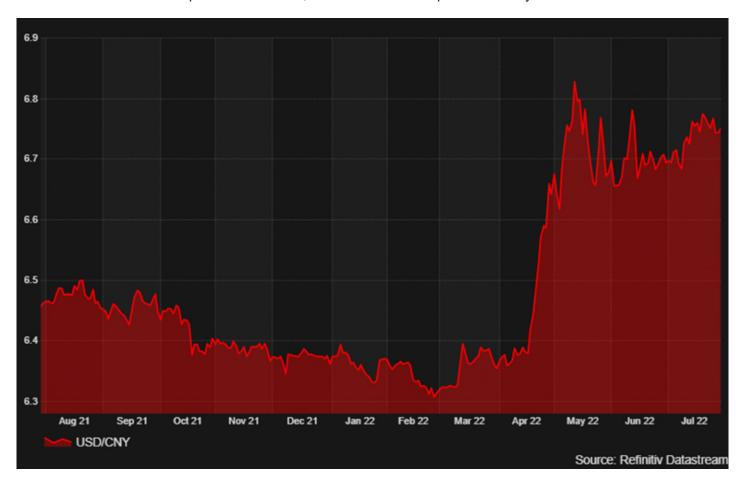
Un sommet depuis 1982, l'inflation a atteint 9.4% au mois de juin en Grande-Bretagne, légèrement en hausse par rapport au mois de mai. D'ailleurs, le carburant a augmenté de 18.1 pence par litre d'un mois à l'autre, soit la plus forte hausse depuis 1990. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE) a déclaré qu'une hausse des taux d'intérêt de 50 points de bases sera possible lors de la prochaine réunion des gouverneurs le 4 aout prochain.

Selon le Fonds Monétaire international (FMI), l'économie britannique aura la plus faible croissance du G7 en 2023. Pour cause, l'inflation qui pourrait atteindre 11% à l'automne et la hausse des taux d'intérêt qui devrait ralentir les dépenses des ménages britanniques. Le FMI a affirmé qu'il sera difficile pour la Banque d'Angleterre d'établir une politique monétaire efficace pour réduire l'inflation sans provoquer invariablement une récession.



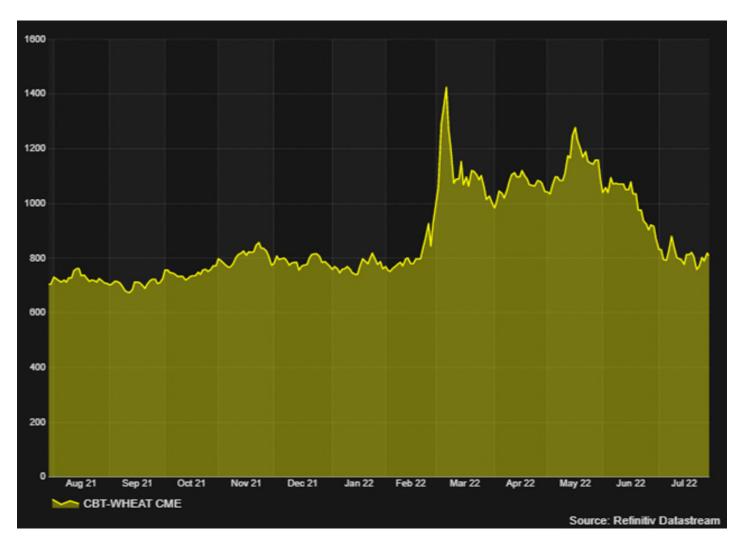
Au cours du mois de juillet, le Yuan s'est déprécié face au dollar américain pour terminer au-dessus de la barre de 6.7440. Selon l'entreprise de notation financière Standard & Poor's, les ventes immobilières devraient chuter de 30% cette année, nettement au-dessus du ralentissement de 20% observé lors de la crise financière de 2008. L'agence dénote un nombre grandissant d'acheteurs immobiliers chinois qui ont suspendu leurs paiements hypothécaires. Notamment, lors de la construction de nouveau logement, les acheteurs décident de suspendre leurs paiements hypothécaires jusqu'à la complétion des travaux. Un recul des ventes immobilières de cette ampleur aurait un effet dramatique pour de nombreuses entreprises de constructions chinoises.

Par ailleurs, au deuxième trimestre 2022, la Chine a connu une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0.4% - la plus faible augmentation depuis le 1er trimestre de 2020. Les restrictions sanitaires et la crise immobilière pèsent lourd sur la croissance économique du pays. En revanche, le gouvernement chinois est déterminé à renverser la vapeur en déployant une série de mesures économiques et d'investissement dans les infrastructures. Avec les perspectives économiques qui s'assombrissent du côté de Beijing, nous pourrions observer une sortie des capitaux de la chine, résultant en une dépréciation du yuan.



Se négociant actuellement autour de USD 8\$ le boisseau, le prix du blé a connu beaucoup de volatilité depuis le début de la guerre en Ukraine. Pour cause, 29 % des exportations mondiales de blé proviennent de la Russie et l'Ukraine. Dans le dernier mois, la Russie et l'Ukraine ont signé un accord permettant la mise en place de corridors commerciaux afin d'acheminer le blé hors de l'Ukraine. Si les accords sont respectés, c'est plus de 20 millions de tonnes de blé qui jusqu'ici restaient dans des silos, qui pourront être exportés hors du pays. À ceci s'ajoutent près de 5 millions de tonnes de blés qui pourront être exportés chaque mois.

Cependant, l'accord semble être en péril après que des frappes aériennes russes ont touché le port d'Odessa. Avec plusieurs pays qui dépendent presque en totalité du blé de cette région, de nombreux experts s'inquiètent d'une crise alimentaire mondiale. Pendant ce temps, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a mis en garde la Russie d'arrêter les attaques militaires afin de limiter les conséquences néfastes de l'augmentation des prix du blé sur la sécurité alimentaire mondiale.



NOS LECTURES DU MOIS

Un logiciel pour prévoir le dénouement d'une guerre

Le Naval War College (NWC) et la Naval Postgraduate School (NPS) ont développé un logiciel permettant de prévoir qui sera le gagnant d'une guerre. En effet, le modèle statistique des opérations majeures de combat (MCOSM) fait recours à des algorithmes basés sur les données recueillies de 96 conflits militaires menées depuis la Première Guerre mondiale. Malgré des résultats prometteurs, l'estimation nécessaire de 30 paramètres augmente le risque d'erreurs dans l'exécution de l'algorithme. Néanmoins, l'intérêt pour cette technologie demeure, alors que la guerre continue de sévir en Europe.

Source: https://www.economist.com/science-and-technology/2022/07/20/software-developers-aspire-to-forecast-who-will-win-a-battle

Qui contrôle l'arctique?

Qui contrôle l'arctique ? Théoriquement, c'est un groupe de 8 pays qui ont une frontière avec l'arctique, incluant le Canada, qui contribuent à administrer le territoire. Néanmoins, selon le ministre des Affaires étrangères russes, il est indéniable que l'arctique appartient à la Russie, car les terres russes représentent 53% du littoral arctique. Malgré qu'elle soit majoritairement composée d'eau et de glace, ce territoire attire l'intérêt de plusieurs grandes puissances, car sous les eaux territoriales se retrouvent du pétrole et du gaz.

Source: https://www.economist.com/the-economist-explains/2021/06/14/who-controls-the-arctic

Journées de consultations virtuelles sans frais

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance.

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX

